

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2013/03312]

19 SEPTEMBRE 2013. — Arrêté royal portant approbation du règlement de la Banque Nationale de Belgique du 18 juin 2013 concernant les fonds propres des établissements de monnaie électronique et le placement des fonds reçus en échange de la monnaie électronique émise

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, l'article 12*bis*, § 2, alinéa 3;

Vu la loi du 21 décembre 2009 relative au statut des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, à l'activité d'émission de monnaie électronique et à l'accès aux systèmes de paiement, l'article 72, § 2, l'article 77, § 1^{er}, alinéa 2, et l'article 78, insérés par la loi du 27 novembre 2012;

Sur la proposition du Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le règlement de la Banque Nationale de Belgique du 18 juin 2013 concernant les fonds propres des établissements de monnaie électronique et le placement des fonds reçus en échange de la monnaie électronique émise, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le Ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 19 septembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
K. GEENS

Annexe a l'arrêté royal portant approbation du règlement de la Banque Nationale de Belgique du 18 juin 2013 concernant les fonds propres des établissements de monnaie électronique et le placement des fonds reçus en échange de la monnaie électronique émise

La Banque Nationale de Belgique,

Vu l'article 12*bis* de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique;

Vu la loi du 21 décembre 2009 relative au statut des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, à l'activité d'émission de monnaie électronique et à l'accès aux systèmes de paiement, notamment les articles 72, § 2, 77, § 1^{er}, alinéa 2 et 78, § 1^{er}, b), (ii),

Arrête :

Section 1^{re}. — Dispositions générales, définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Le présent règlement assure la transposition partielle de la Directive 2009/110/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 concernant l'accès à l'activité des établissements de

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C – 2013/03312]

19 SEPTEMBER 2013. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van het reglement van de Nationale Bank van België van 18 juni 2013 op het eigen vermogen van de instellingen voor elektronisch geld en de belegging van de geldmiddelen die in ruil voor het uitgegeven elektronisch geld worden ontvangen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, artikel 12*bis*, § 2, derde lid;

Gelet op de wet van 21 december 2009 betreffende het statuut van de betalingsinstellingen en van de instellingen voor elektronisch geld, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienstaanbieder en tot de activiteit van uitgifte van elektronisch geld en de toegang tot betalingssystemen, artikel 72, § 2, artikel 77, § 1, tweede lid en artikel 78, ingevoegd bij de wet van 27 november 2012;

Op de voordracht van de Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegd, reglement van de Nationale Bank van België van 18 juni 2013 op het eigen vermogen van de instellingen voor elektronisch geld en de belegging van de geldmiddelen die in ruil voor het uitgegeven elektronisch geld worden ontvangen, wordt goedgekeurd.

Art. 2. De Minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 september 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
K. GEENS

Bijlage bij het koninklijk besluit tot goedkeuring van het reglement van de Nationale Bank van België van 18 juni 2013 op het eigen vermogen van de instellingen voor elektronisch geld en de belegging van de geldmiddelen die in ruil voor het uitgegeven elektronisch geld worden ontvangen

De Nationale Bank van België,

Gelet op artikel 12*bis* van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België;

Gelet op de wet van 21 december 2009 op het statuut van de betalingsinstellingen en van de instellingen voor elektronisch geld, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienstaanbieder en tot de activiteit van uitgifte van elektronisch geld en de toegang tot betalingssystemen, inzonderheid op de artikelen 72, § 2, 77, § 1, tweede lid en 78, § 1, b), (ii),

Besluit :

Afdeling 1. — Algemene bepalingen, definities en toepassingsgebied

Artikel 1. Dit reglement heeft de gedeeltelijke omzetting tot doel van Richtlijn 2009/110/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 september 2009 betreffende de toegang tot, de uitoefening van en

monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements, modifiant les Directives 2005/60/CE et 2006/48/CE et abrogeant la Directive 2000/46/CE.

Art. 2. Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

1° "la loi" : la loi du 21 décembre 2009 relative au statut des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, à l'activité d'émission de monnaie électronique et à l'accès aux systèmes de paiement;

2° "la Banque" : la Banque Nationale de Belgique;

3° "le règlement relatif aux fonds propres des établissements de paiement" : l'arrêté royal du 5 février 2010 portant approbation du règlement de la Commission bancaire, financière et des Assurances concernant les fonds propres des établissements de paiement;

4° "le règlement relatif aux fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement" : l'arrêté royal du 19 mars 2012 portant approbation du règlement du 15 novembre 2011 de la Banque Nationale de Belgique relatif aux fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement.

Art. 3. Les dispositions du présent règlement s'appliquent aux établissements de monnaie électroniques de droit belge.

Section 2. — Fonds propres et normes de solvabilité

Art. 4. Les fonds propres d'un établissement de monnaie électronique sont composés des éléments définis comme tels dans l'article II.1 du règlement relatif aux fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement.

Dans le cas d'un établissement de monnaie électronique auquel la Banque a décidé d'appliquer un contrôle consolidé, l'article II.4. du règlement relatif aux fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement est applicable par analogie.

Art. 5. Les fonds propres tels que définis à l'article 4 doivent en permanence être supérieurs ou égaux au plus élevé du montant de capital requis en application de l'article 66 de la loi ou de la somme des fonds propres requis au titre des points a) et b) du présent article :

a) pour ce qui concerne les activités visées à l'article 77, § 2, 1° de la loi qui ne sont pas liées à l'émission de monnaie électronique, les fonds propres requis sont calculés conformément à l'une des trois méthodes (A, B ou C) énoncées à l'article 6, § 2 du règlement relatif aux fonds propres des établissements de paiement. La Banque détermine la méthode qui peut être appliquée par un établissement de monnaie électronique après s'être concertée à ce sujet avec l'établissement concerné.

b) pour ce qui concerne l'activité d'émission de monnaie électronique, les fonds propres requis s'élèvent à 2 % au minimum de la moyenne de la monnaie électronique en circulation.

Art. 6. Moyennant autorisation préalable de la Banque, un établissement de monnaie électronique qui exerce des activités visées à l'article 77, § 2, 1° de la loi, qui ne sont pas liées à l'émission de monnaie électronique ou des activités visées à l'article 77, § 2, 2°, 3° et à l'article 77, § 3 de la loi, dont le montant de la monnaie électronique en circulation ne peut être déterminé à l'avance, peut, sur base de données historiques, calculer ses fonds propres requis sur la base d'une partie représentative des fonds qui est présumée utilisée dans le cadre de l'émission de monnaie électronique.

Lorsqu'un établissement de monnaie électronique n'a pas accompli une période d'activité suffisante, ses fonds propres requis sont calculés sur la base de l'estimation de la monnaie électronique en circulation résultant de son plan d'entreprise et sous réserve d'un éventuel ajustement de ce plan exigé par la Banque.

Art. 7. Si un établissement de monnaie électronique exerce, directement ou indirectement, d'autres activités que l'émission de monnaie électronique, la Banque est habilitée à déterminer les mesures à prendre par cet établissement aux fins d'éviter l'utilisation multiple d'éléments éligibles pour le calcul des fonds propres.

Pour ce qui concerne plus spécifiquement l'activité d'octroi de crédits liés aux services de paiement répondant aux conditions de l'article 77, § 3 de la loi, la Banque veille, conformément à l'article 21, § 3, d) de la loi, à ce que l'établissement de monnaie électronique y alloue un montant de fonds propres au moins équivalent à 8 % du volume pondéré des risques calculé selon la méthode standard, conformément

à het prudentieel toezicht op de werkzaamheden van instellingen voor elektronisch geld, tot wijziging van de Richtlijnen 2005/60/EG en 2006/48/EG en tot intrekking van Richtlijn 2000/46/EG.

Art. 2. Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder :

1° "de wet" : de wet van 21 december 2009 op het statuut van de betalingsinstellingen en van de instellingen voor elektronisch geld, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienstaanbieder en tot de activiteit van uitgifte van elektronisch geld en de toegang tot betalingssystemen;

2° "de Bank" : de Nationale Bank van België;

3° "het reglement op het eigen vermogen van de betalingsinstellingen" : het koninklijk besluit van 5 februari 2010 tot goedkeuring van het reglement van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantie- wezen op het eigen vermogen van de betalingsinstellingen;

4° "het reglement op het eigen vermogen van de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen" : het koninklijk besluit van 19 maart 2012 tot goedkeuring van het reglement van 15 november 2011 van de Nationale Bank van België op het eigen vermogen van de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen.

Art. 3. De bepalingen van dit reglement zijn van toepassing op de instellingen voor elektronisch geld naar Belgisch recht.

Afdeling 2. — Eigen vermogen en solvabiliteitsnormen

Art. 4. Het eigen vermogen van een instelling voor elektronisch geld is samengesteld uit de bestanddelen die als dusdanig gedefinieerd zijn in artikel II.1 van het reglement op het eigen vermogen van de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen.

Indien de Bank besloten heeft op geconsolideerde basis toezicht te houden op een instelling voor elektronisch geld, is artikel II.4. van het reglement op het eigen vermogen van de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen van overeenkomstige toepassing.

Art. 5. Het eigen vermogen als omschreven in artikel 4 moet te allen tijde minstens gelijk zijn aan het kapitaal dat vereist is met toepassing van artikel 66 van de wet, of, indien die hoger is, de som van de eigenvermogens die vereist zijn op grond van de punten a) en b) van dit artikel :

a) met betrekking tot de werkzaamheden bedoeld in artikel 77, § 2, 1° van de wet, die geen verband houden met de uitgifte van elektronisch geld, wordt het vereiste eigen vermogen berekend aan de hand van een van de drie methoden (A, B of C) van artikel 6, § 2 van het reglement op het eigen vermogen van de betalingsinstellingen. De Bank bepaalt de methode die door een instelling voor elektronisch geld mag worden toegepast na hierover overleg te hebben gepleegd met de betrokken instelling.

b) met betrekking tot de uitgifte van elektronisch geld is het vereiste eigen vermogen ten minste gelijk aan 2 % van het gemiddeld uitstaand elektronisch geld.

Art. 6. Mits hiervoor voorafgaandelijk toestemming is verleend door de Bank, mag een instelling voor elektronisch geld die werkzaamheden verricht als bedoeld in artikel 77, § 2, 1° van de wet, die geen verband houden met de uitgifte van elektronisch geld, of die werkzaamheden verricht als bedoeld in artikel 77, § 2, 2°, 3° en in artikel 77, § 3 van de wet, waarvan het uitstaande bedrag aan elektronisch geld niet van tevoren is gekend, haar vereist eigen vermogen op grond van historische gegevens berekenen op basis van een representatief gedeelte dat geacht wordt voor de uitgifte van elektronisch geld te worden gebruikt.

Wanneer een instelling voor elektronisch geld haar activiteiten niet lang genoeg heeft uitgeoefend, wordt haar vereist eigen vermogen beoordeeld op basis van het uitstaande bedrag aan elektronisch geld als geraamd in haar bedrijfsplan, rekening houdend met de eventuele aanpassingen in dit plan die de Bank heeft verlangd.

Art. 7. Indien een instelling voor elektronisch geld rechtstreeks of onrechtstreeks andere werkzaamheden dan de uitgifte van elektronisch geld verricht, kan de Bank bepalen welke maatregelen die instelling moet nemen ter voorkoming van het meervoudige gebruik van elementen die voor de berekening van het eigen vermogen in aanmerking komen.

Wat meer specifiek het verlenen van kredieten in verband met betalingsdiensten betreft, indien die kredietverleningsactiviteit voldoet aan de voorwaarden van artikel 77, § 3 van de wet, ziet de Bank erop toe, overeenkomstig artikel 21, § 3, d) van de wet, dat de instelling voor elektronisch geld aan deze activiteit een eigen vermogen toewijst dat minstens gelijk is aan 8 % van het gewogen risicovolume berekend

au titre V du règlement relatif aux fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement.

Lorsque l'établissement choisit, moyennant accord de la Banque, de ne pas calculer le volume pondéré des risques de crédit sur base de la méthode standard, la pondération appliquée à la valeur exposée au risque telle que définie au chapitre 2 du titre V du règlement relatif aux fonds propres des établissements de crédit est de 100 %.

Art. 8. La Banque peut, sur la base d'une évaluation des processus de gestion des risques, de bases de données concernant les risques de pertes et des dispositifs de contrôle interne de l'établissement de monnaie électronique, exiger que l'établissement détienne un montant de fonds propres pouvant être jusqu'à 20 % supérieur à l'exigence en fonds propres déterminée à l'article 5, ou autoriser l'établissement de monnaie électronique à détenir un montant de fonds propres pouvant être jusqu'à 20 % inférieur à l'exigence en fonds propres déterminée à l'article 5.

Art. 9. Sans préjudice des dispositions prévues aux articles 5 à 8 du présent règlement, la Banque apprécie la solvabilité de l'établissement de monnaie électronique, au regard de l'ensemble de ses activités, dans le cadre de sa mission d'encadrement prudentiel visée à l'article 77, § 1^{er}, alinéa 2 de la loi.

Pour ce qui concerne plus spécifiquement l'activité d'octroi de crédits ne répondant pas aux conditions de l'article 77, § 3 de la loi, la Banque fonde son appréciation de la solvabilité sur les dispositions du titre V du règlement relatif aux fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement.

Section 3. — Placement des fonds reçus en échange de la monnaie électronique émise

Art. 10. Aux fins de l'article 78, § 1^{er}, b), (ii) de la loi, des actifs à faible risque et sûrs sont des éléments d'actifs relevant de l'une des catégories figurant au tableau de l'article IX.25 du règlement relatif aux fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement pour lesquels l'exigence de fonds propres pour risque spécifique ne dépasse pas 1,60 % mais à l'exclusion d'autres éléments éligibles tels que définis à l'article IX.26 dudit règlement.

Des parts dans un organisme de placement collectifs en valeur mobilières qui n'investit que dans des actifs visés au premier alinéa sont aussi des actifs à faible risque et sûrs.

Dans des circonstances exceptionnelles et moyennant justification, la Banque peut, après évaluation de la sécurité, de l'échéance, de la valeur et d'autres facteurs de risque des actifs visés aux premier et deuxième alinéas, établir lesquels des actifs ne constituent pas des actifs à faible risque et sûrs aux fins de l'article 78, § 1^{er}, b), (ii) de la loi.

Section 4. — Autres dispositions

Art. 11. Dans l'article I.1. du règlement du 15 novembre 2011 de la Banque Nationale de Belgique relatif aux fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, le 3^e alinéa est abrogé.

Art. 12. Dans l'article II.1, § 5, 1^o, alinéa 1^{er} du règlement du 15 novembre 2011 de la Banque Nationale de Belgique relatif aux fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, les mots "d'organismes de liquidation et organismes assimilés" sont remplacés par les mots "d'organismes de liquidation et organismes assimilés d'établissements de paiement, d'établissements de monnaie électronique".

Art. 13. Dans l'article 5 du règlement de la Commission bancaire, financière et des Assurances du 19 janvier 2010 concernant les fonds propres des établissements de paiement, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, la référence à l'article II.2 du règlement relatif aux fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement est abrogée.

2^o les 2^e et 3^e alinéas sont abrogés et remplacés comme suit :

"Si un établissement de paiement exerce, directement ou indirectement, des activités autres que celles mentionnées à l'annexe I^{re} de la loi, la Banque est habilitée à déterminer les mesures à prendre par cet établissement aux fins d'éviter l'utilisation multiple d'éléments éligibles pour le calcul des fonds propres.

Pour ce qui concerne plus spécifiquement l'activité d'octroi de crédits liés aux services de paiement répondant aux conditions de l'article 21, § 3 de la loi, la Banque veille, conformément à l'article 21, § 3, d) de la

volgens de standaardmethode, overeenkomstig titel V van het reglement op het eigen vermogen van de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen.

Wanneer de instelling er na goedkeuring van de Bank voor kiest om het gewogen volume van de kredietrisico's niet op basis van de standaardmethode te berekenen, wordt op de risicopositiewaarde als gedefinieerd in hoofdstuk 2 van titel V van het reglement op het eigen vermogen van de kredietinstellingen een risicoweging van 100 % toegepast.

Art. 8. Op basis van een evaluatie van de risicobeheersingsprocessen, de databases betreffende risico's op verliezen en het interne controlesysteem van de instelling voor elektronisch geld, kan de Bank eisen dat de instelling een eigen vermogen aanhoudt dat tot 20 % hoger is dan het in artikel 5 bepaalde eigenvermogensvereiste, of de instelling voor elektronisch geld toestaan een eigen vermogen aan te houden dat tot 20 % lager is dan het in artikel 5 bepaalde eigenvermogensvereiste.

Art. 9. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 5 tot 8 van dit reglement, beoordeelt de Bank de solvabiliteit van de instelling voor elektronisch geld rekening houdend met al haar werkzaamheden, in het kader van haar opdracht als prudentiële toezichthouder als bedoeld in artikel 77, § 1, tweede lid van de wet.

Wat meer specifiek de kredietverleningsactiviteit betreft die niet voldoet aan de voorwaarden van artikel 77, § 3 van de wet, beoordeelt de Bank de solvabiliteit op grond van de bepalingen van titel V van het reglement op het eigen vermogen van de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen.

Afdeling 3. — Belegging van de geldmiddelen die in ruil voor het uitgegeven elektronisch geld worden ontvangen

Art. 10. Voor de toepassing van artikel 78, § 1, b), (ii) van de wet, zijn veilige activa met een lage risicograad activa die behoren tot een van de categorieën die opgenomen zijn in de tabel van artikel IX.25 van het reglement op het eigen vermogen van de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen en waarvoor het eigenvermogensvereiste voor het specifieke risico niet hoger ligt dan 1,60 %, terwijl andere in aanmerking komende activa, als gedefinieerd in artikel IX.26 van het genoemde reglement, worden uitgesloten.

Deelnemingsrechten in een instelling voor collectieve belegging in effecten die enkel belegt in activa als bedoeld in het eerste lid, zijn ook veilige activa met een lage risicograad.

In uitzonderlijke omstandigheden en mits dit gerechtvaardigd wordt, kan de Bank, op basis van een evaluatie van de veiligheid, de looptijd, de waarde of andere risicofactoren van de activa als bedoeld in het eerste en tweede lid, bepalen welke van de activa geen veilige activa met een lage risicograad zijn voor de toepassing van artikel 78, § 1, b), (ii) van de wet.

Afdeling 4. — Overige bepalingen

Art. 11. In artikel I.1. van het reglement van 15 november 2011 van de Nationale Bank van België op het eigen vermogen van de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen wordt het derde lid opgeheven.

Art. 12. In artikel II.1, § 5, 1^o, eerste lid van het reglement van 15 november 2011 van de Nationale Bank van België op het eigen vermogen van de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen worden de woorden "vereffeningsinstellingen en de met vereffeninginstellingen gelijkgestelde instellingen" vervangen door de woorden "vereffeningsinstellingen en met vereffeninginstellingen gelijkgestelde instellingen, betalingsinstellingen, instellingen voor elektronisch geld".

Art. 13. In artikel 5 van het reglement van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen van 19 januari 2010 op het eigen vermogen van de betalingsinstellingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid wordt de verwijzing naar artikel II.2 van het reglement op het eigen vermogen van de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen geschrapt.

2^o het tweede en het derde lid worden vervangen als volgt :

"Indien een betalingsinstelling rechtstreeks of onrechtstreeks andere werkzaamheden verricht dan die vermeld in bijlage I van de wet, kan de Bank bepalen welke maatregelen die instelling moet nemen ter voorkoming van het meervoudige gebruik van elementen die voor de berekening van het eigen vermogen in aanmerking komen.

Wat meer specifiek het verlenen van kredieten in verband met betalingsdiensten betreft, indien die kredietverleningsactiviteit voldoet aan de voorwaarden van artikel 21, § 3 van de wet, ziet de Bank erop

loi, à ce que l'établissement de paiement y alloue un montant de fonds propres au moins équivalent à 8 % du volume pondéré des risques calculé selon la méthode standard conformément au titre V du règlement relatif aux fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement.

Lorsque l'établissement choisit, moyennant accord de la Banque, de ne pas calculer le volume pondéré des risques de crédit sur base de la méthode standard, la pondération appliquée à la valeur exposée au risque telle que définie au chapitre 2 du titre V du règlement relatif aux fonds propres des établissements de crédit est de 100 %".

3° dans le 4° alinéa, la référence à l'article II.5 du règlement relatif aux fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement est abrogée.

Art. 14. Dans le même règlement un article 7/1 est inséré, libellé comme suit :

Art. 7/1. Sans préjudice des dispositions prévues aux articles 6 et 7 du présent règlement, la Banque apprécie la solvabilité de l'établissement de paiement, au regard de l'ensemble de ses activités, dans le cadre de sa mission d'encadrement prudentiel visée à l'article 21, § 1^{er}, alinéa 2 de la loi.

Pour ce qui concerne plus spécifiquement l'activité d'octroi de crédits ne répondant pas aux conditions de l'article 21, § 3 de la loi, la Banque fonde son appréciation de la solvabilité sur les dispositions du titre V du règlement relatif aux fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement.

Art. 15. Le présent règlement entre en vigueur à la date de publication de l'arrêté royal qui l'approuve.

Bruxelles, le 18 juin 2013.

Le Gouverneur,
Luc Coene

Vu pour être annexé à notre arrêté du 19 septembre 2013 portant approbation du règlement de la Banque Nationale de Belgique du 18 juin 2013 concernant les fonds propres des établissements de monnaie électronique et le placement des fonds reçus en échange de la monnaie électronique émise.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,
K. GEENS

toe, overeenkomstig artikel 21, § 3, d) van de wet, dat de betalingsinstelling aan deze activiteit een eigen vermogen toewijst dat minstens gelijk is aan 8 % van het gewogen risicovolume berekend volgens de standaardmethode, overeenkomstig titel V van het reglement op het eigen vermogen van de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen.

Wanneer de instelling er na goedkeuring van de Bank voor kiest om het gewogen volume van de kredietrisico's niet op basis van de standaardmethode te berekenen, wordt op de risicopositiewaarde als gedefinieerd in hoofdstuk 2 van titel V van het reglement op het eigen vermogen van de kredietinstellingen een risicoweging van 100 % toegepast".

3° in het vierde lid wordt de verwijzing naar artikel II.5 van het reglement op het eigen vermogen van de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen geschrapt.

Art. 14. In hetzelfde reglement wordt een artikel 7/1 ingevoegd, luidende :

Art. 15. 1. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 6 en 7 van dit reglement, beoordeelt de Bank de solvabiliteit van de betalingsinstelling rekening houdend met al haar werkzaamheden, in het kader van haar opdracht als prudentiële toezichthouder als bedoeld in artikel 21, § 1, tweede lid van de wet.

Wat meer specifiek de kredietverleningsactiviteit betreft die niet voldoet aan de voorwaarden van artikel 21, § 3 van de wet, beoordeelt de Bank de solvabiliteit op grond van de bepalingen van titel V van het reglement op het eigen vermogen van de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen.

Art. 16. Dit reglement treedt in werking op de datum van bekendmaking van het koninklijk besluit tot goedkeuring ervan.

Brussel, 18 juni 2013.

De Gouverneur,
Luc Coene

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 19 september 2013 tot goedkeuring van het reglement van de Nationale Bank van België van 18 juni 2013 op het eigen vermogen van de instellingen voor elektronisch geld en de belegging van de geldmiddelen die in ruil voor het uitgegeven elektronisch geld worden ontvangen.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
K. GEENS